

Maintenant, c'est le changement ?

Le gouvernement Sarkozy, c'est fini. Pour toutes celles et tous ceux, qui en ont combattu pendant les cinq dernières années les contre-réformes, les politiques sécuritaires, xénophobes et racistes, c'est une bonne nouvelle. Mais ce qui importe, pour les salarié-es, les chômeurs/ses, les retraité-es, les jeunes, les précaires et les exclu-es, c'est que la politique change, que la société ne soit plus organisée en fonction des besoins d'une petite minorité qui profite du travail des autres pour s'enrichir toujours plus.

François Hollande s'est fait élire Président de la République en promettant que « le changement c'est maintenant ». Changer de Président, c'est fait ; changer de gouvernement c'est fait aussi. Les élections législatives de juin peuvent donner aux partis de Gauche une majorité à l'Assemblée nationale qu'ils ont déjà au Sénat. Pour que ce soit utile à tous, il faut des décisions concrètes. L'Union syndicale Solidaires réaffirme les revendications et les propositions alternatives qu'elle a portées dans les mobilisations sociales de ces dernières années. Nous ne pensons pas être dans une situation sociale permettant d'imposer que toutes celles-ci soient satisfaites dans la semaine. Mais, a contrario, certaines décisions peuvent être prises sans délai, et des engagements forts doivent être annoncés dès maintenant.

Salaires : maintenant, c'est le changement ?

Augmentation du SMIC et des minimas sociaux (1 700 euros), des allocations-chômage et pensions de retraite. Ensuite, négociations salariales dans la Fonction publique et dans les branches (300 euros pour toutes et tous), création d'un revenu socialisé d'études.

Santé : maintenant, c'est le changement ?

Droit à la santé pour tous, par des mesures immédiates supprimant les déremboursements, les tickets modérateurs, les forfaits hospitaliers... Mise en place progressive d'une démocratie sociale à tous les niveaux dans la définition des besoins, la gestion et le fonctionnement de la Sécurité sociale.

Retraites : maintenant, c'est le changement ?

Annulation des contre-réformes sur les retraites. La décote, double peine pour les carrières incomplètes, doit être abrogée sans délai !

Emploi : maintenant, c'est le changement ?

Suspension des plans de licenciements, droit de veto dans les Comités d'Entreprise, extension de l'obligation de CE aux entreprises de moins de 50 salarié-es. Arrêt des suppressions d'emplois dans la Fonction publique et les entreprises publiques. Ensuite, négociations nationales pour réduire le temps de travail à 32 heures hebdomadaires avec création d'emplois et sans perte de salaire ; création d'un statut du salarié - applicable à tous et toutes et financé par un fonds patronal mutualisé - pour garantir le maintien du salaire entre deux emplois et les formations de reconversion.

Services publics : maintenant, c'est le changement ?

Adoption d'un plan de renforcement et de développement des services publics, notamment dans les secteurs d'aide à la personne et dans les secteurs privatisés par les précédents gouvernements, avec les emplois statutaires et les moyens financiers nécessaires à la satisfaction des besoins collectifs sur l'ensemble du territoire.

Fiscalité : maintenant, c'est le changement ?

Annulation des cadeaux fiscaux faits aux plus riches et de l'alourdissement des impôts les plus injustes (TVA), abrogation de la TVA « sociale », mise en place d'une fiscalité juste et redistributive. Cela passe par la priorité donnée à l'impôt direct et progressif, la reconstruction d'une fiscalité directe locale juste, la lutte contre la fraude fiscale et les paradis fiscaux, et une harmonisation fiscale européenne...

Europe : maintenant, c'est le changement ?

Dénonciation des traités européens qui organisent le pillage des populations au profit des patrons et banquiers ; non ratification du « pacte budgétaire ». Ensuite organisation systématique d'un référendum avant toute éventuelle signature d'un nouveau traité européen... et respect du vote populaire.

Liberté syndicale : maintenant, c'est le changement ?

Abrogation des lois antigreve. Ensuite, création de droits nouveaux dans les entreprises, notamment pour que la liberté syndicale devienne une réalité partout.



Renforcer les syndicats, pour que ça change maintenant !

Ces propositions sont de nature à répondre aux urgences sociales. Elles doivent s'inscrire dans un changement de politique qui tourne la page des politiques néolibérales et antisociales. Un changement de politique doit mettre en avant la satisfaction des besoins sociaux de toutes et tous, la résorption des inégalités, de la précarité et des discriminations, la prise en compte de la nécessaire transition écologique et s'appuyer pour cela sur une autre répartition des richesses. Permettre à chacun-e d'avoir un emploi stable et d'avoir un logement, ce sont des urgences !

La lutte pour défendre la santé au travail est une revendication essentielle des équipes syndicales Solidaires. Les pressions managériales, les organisations du travail, la recherche continue de productivité dans les secteurs public et privé, créent des situations véritablement inhumaines. Les suicides sur le lieu de travail en sont une conséquence dramatique, mais ce n'est pas la seule : des dizaines de milliers de salarié-es du public et du privé sont victimes de la souffrance au travail. Les accidents du travail augmentent. Dénoncer les effets est nécessaire, mais il faut s'attaquer aux causes, pour que collectivement nous puissions imposer que soit mis un terme à cette situation.

Le syndicalisme combat pour les droits égaux pour toutes et tous. La place des femmes dans la société et notamment dans le monde du travail est marquée par des inégalités persistantes : salaires, déroulement de carrière et retraites plus faibles, discriminations à l'embauche, emplois précaires, temps partiel imposés, etc. La société que nous voulons construire est égalitaire ! Les discriminations, qu'elles soient liées au genre, à la nationalité, à l'orientation sexuelle, etc., doivent être bannies.

Il est indispensable **de rompre avec la société productiviste qui dérègle le climat** avec des émissions de gaz à effet de serre qu'elle est incapable de limiter et qui épuise rapidement les ressources naturelles. Il y a urgence à prendre en compte les enjeux environnementaux (OGM, nucléaire,...). La catastrophe de Fukushima ne peut que renforcer notre exigence d'arrêt immédiat de tout projet de construction de centrale nucléaire, d'abandon de l'EPR et de décision politique immédiate de sortie du nucléaire: cette décision doit s'accompagner d'un débat sur les échéances et les modalités de la transition énergétique et d'un plan de reconversion pour les personnels préservant leur statut et leur emploi.

Notre syndicalisme est ouvert à tous, chaque salarié-e y a sa place quels que soient son statut, sa nationalité, ses idées politiques, etc. Mais **le syndicalisme est fondamentalement opposé au fascisme, à l'extrême-droite, à la xénophobie, au racisme, à l'homophobie, au sexisme.** Celles et ceux qui défendent de telles « idées » ne peuvent se revendiquer du mouvement ouvrier, ils et elles en sont les ennemi-es ! C'est sur le terreau des reculs sociaux que le fascisme se construit ; le syndicalisme dans son ensemble doit reprendre l'initiative, être présent dans les localités, répondre aux besoins de solidarité, construire des actions unitaires gagnantes, montrer concrètement que l'extrême-droite n'est pas la solution aux problèmes des travailleuses, des travailleurs.

Répondre aux urgences sociales, construire dès aujourd'hui la société que nous voulons pour demain, obtenir la satisfaction des revendications que nous avons dans les entreprises et les établissements, voilà à quoi sert le syndicalisme !

Les moyens existent, notre société ne cesse de produire plus et est de plus en plus riche : la mobilisation, la construction de rapports de forces nous permettront d'imposer une répartition différente, pour que cela ne profite plus qu'aux seuls patrons, banquiers et actionnaires !

Changer de président est une chose, imposer une autre politique au marché et à la finance en est une autre. Dès le lendemain de l'élection, tous les plans sociaux retardés pour raison électorale vont tomber, la finance va faire pression pour imposer plus d'austérité.

Quelle que soit la majorité, le rapport de force est déterminant : pour que les droits acquis ne régressent pas, pour en gagner de nouveaux, un affrontement avec les pouvoirs économiques est inévitable et des luttes de grande ampleur sont indispensables. L'Union syndicale Solidaires agira de tout son poids, dans l'unité, pour mobiliser.

Maintenant, c'est le changement ? Alors, organisons-nous pour qu'il soit réel, renforçons nos syndicats, prenons nos affaires en mains !

Je me syndique pour renforcer l'action collective et développer nos droits.

Nom : Prénom :

Contact (adresse postale ou mail) :

Entreprise, établissement : Signature :

***A retourner à Union syndicale Solidaires – 144 boulevard de la Villette – 75019 Paris
contact@solidaires.org ou à remettre à un-e militant-e Solidaires.***